

Education

Périscolaire : pourquoi il faut être plus ambitieux

Instabilité

Depuis 2013, les politiques éducatives territoriales font les frais du yoyo politique. La réforme des rythmes a contraint toutes les collectivités à organiser des activités périscolaires, abandonnées quatre ans plus tard, sans évaluation.

Contradiction

Avec son Plan mercredi, le ministre impose l'adhésion à une « charte qualité » exigeante. Mais les taux d'encadrement des activités sont assouplis dans le cadre d'un projet éducatif de territoire, et la formation des animateurs négligée.

Concertation

Développer la complémentarité éducative des temps de l'enfant demande des instances de concertation entre acteurs du secteur. Le projet éducatif de territoire en est la clé de voûte, c'est pourquoi il devrait être systématisé.

Un décret publié au pas de charge, au mois de juillet 2017. C'est tout ce qu'il aura fallu, et quelques semaines seulement, pour que plus du tiers des communes s'engouffrent dans la brèche ouverte par le tout nouveau ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. En donnant la liberté aux communes d'organiser comme elles le souhaitent la semaine d'école, la réforme des rythmes scolaires, engagée en 2013 par Vincent Peillon, alors ministre de l'Éducation nationale, a fait long feu. Aujourd'hui, 87% des communes sont revenues à la semaine de quatre jours.

Au départ, c'est bien l'aspect financier qui a poussé les communes rurales à délaisser les nouvelles activités périscolaires (NAP), dans l'optique d'une réduction annoncée des dotations aux collectivités. La pression des enseignants, massivement hostiles à la matinée travaillée du mercredi, a ensuite porté l'estocade à une réforme dont l'ambition éducative était pourtant sincère. En deux ans à peine, la grande réforme des rythmes du mandat de François Hollande passait par pertes et profits, sans aucune évaluation.

CRÉATIVITÉ

Clé de voûte de la réforme des rythmes, le projet éducatif de territoire (PEDT) a néanmoins eu l'avantage de faire travailler les acteurs éducatifs à un projet commun. Une vertu qu'a reconnue Jean-Michel Blanquer

en lançant, le 20 juin 2018, un Plan mercredi, lequel s'appuie justement sur un PEDT renforcé, sous-tendu par un dialogue entre les acteurs des territoires. Avec ce plan destiné à enrichir l'offre éducative du mercredi, le ministre mise, lui aussi, sur une complémentarité et une cohérence des différents temps de l'enfant.

Sauf que dans le cadre d'une organisation à quatre jours d'école, les collectivités touchent moins d'enfants le mercredi que lorsque la semaine était organisée sur quatre jours et demi. Celles ayant obtenu le label « Plan mercredi » font donc preuve de créativité pour mobiliser les parents. Elles sont d'ailleurs relativement peu nombreuses : seules 20% des communes disposant d'une école publique sont couvertes par un Plan mercredi, mais elles rassemblent 45% des enfants scolarisés, d'après le très récent avis du conseil d'orientation des politiques jeunesse (lire l'encadré p.34). Ce sont surtout les villes déjà très structurées en accueils de loisirs qui se sont mobilisées pour ne pas perdre la dynamique issue de la réforme des rythmes. Le financement du Plan mercredi étant insuffisant, les petites communes l'ont pour l'instant boudé. Les animateurs du périscolaire ont, eux, payé un lourd tribut au retour à la semaine de quatre jours (lire p.36). Le nombre de places en accueil de loisirs sans hébergement a en effet diminué de 17% entre 2017 et 2018, et n'a pas été compensé par les places nouvelles ouvertes le mercredi. ■

PHOTOS : J. CHABANNE / N. GUYONNET / HAN SLUCAS



**L'enjeu est d'éviter
de creuser les inégalités
le mercredi**



Un Plan mercredi qui manque de souffle

Permettant à bien des villes de poursuivre la dynamique enclenchée par la réforme des rythmes, le Plan mercredi ne suffit cependant pas à garantir un programme éducatif de qualité. Une volonté politique est donc nécessaire.

Pour les élus en pointe en matière d'offre éducative périscolaire, il n'était pas question que le retour à quatre jours d'école se solde par un abandon des activités imaginées pour les nouvelles activités périscolaires (NAP). Christian Estrosi, le maire (LR) de Nice (342600 hab.), en a même fait une question de principe. Fortement opposée à la réforme «Peillon», Nice est la première ville à avoir annoncé un retour à quatre jours dès 2017, et la première à avoir reçu le label «Plan mercredi». La commune a beaucoup misé sur une offre éducative très diversifiée, avec 4210 places offertes le mercredi, réparties sur 53 centres de loisirs, et un taux de

Enfants des villes, enfants des champs

D'après l'avis du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse adopté le 9 juillet 2019, les Plans mercredi profitent davantage aux enfants des villes qu'à ceux des campagnes. A elle seule, l'Île-de-France concentre un tiers des places ouvertes, et huit des communes les plus peuplées de France ont un Plan mercredi.

fréquentation de 98 %. «Toutes nos activités ont un fort ancrage culturel pour mettre en valeur les potentiels du territoire», détaille Jean-Marc Giaume, adjoint au maire, chargé de l'éducation.

ATELIERS DE DEUX HEURES

Lille (232400 hab.) a aussi une longue expérience en la matière, puisqu'elle est la première commune à s'être dotée d'un projet éducatif global, ancêtre du projet éducatif de territoire (PEDT), en 2005. Elle a ainsi développé des plans «lecture», «musique», «patrimoine», «sciences», «développement durable» et «sport», en partenariat avec des associations. «Chacun des plans est porté par des animateurs spécialisés qui interviennent sur le temps scolaire», relate Charlotte Brun, adjointe à la maire, chargée de l'éducation. Lorsque la classe du samedi matin a été abandonnée, «nous avons donc transformé les

NAP en «clubs». Le midi et le soir, après l'école, les enfants peuvent s'y inscrire gratuitement», précise l'élue. Au total, cela représente 2000 clubs, concernant quasiment 13000 élèves. «Malgré tout ce que nous proposons, le mercredi, il y a encore trop d'enfants chez eux!» regrette Charlotte Brun.

Des ateliers de deux heures sont donc organisés le mercredi matin, en plus du reste, «pour que les gens qui ne travaillent pas ne ressentent pas de culpabilité à déposer leur enfant», souligne-t-elle. Lille ne s'est pourtant pas inscrite dans le Plan mercredi. «Pour ces nouveaux ateliers, l'Etat nous refuse les financements! Et comme le mercredi est passé d'extrascolaire à périscolaire, nous perdons des recettes sur les centres de loisirs. Nous avons donc refusé de signer le Plan mercredi», s'offusque l'élue.

FINANCEMENTS INSUFFISANTS

Or c'est bien là l'enjeu pour les collectivités impliquées politiquement dans une offre éducative de qualité: éviter de creuser les inégalités le mercredi. La communauté de communes (CC) des hauts du Perche (10 communes, 8400 hab., Orne), ressent la différence. «Avant, nous touchions 270 enfants gratuitement avec les temps d'activités périscolaires [TAP]. Aujourd'hui, nous n'accueillons plus que 100 enfants le mercredi, avec une participation financière des familles», déplore Elise Montier, directrice du service «enfance jeunesse».

Si la commune a reçu la labellisation «Plan mercredi», les financements ne sont pas à la hauteur des ambitions. «Ils sont beaucoup moins intéressants que le fonds de soutien à la réforme des rythmes

QUESTIONS À...



ROZENN MERRIEN,
présidente
de l'Association
nationale
des directeurs
d'éducation
des villes (Andev)

Assez peu de villes ont signé le Plan mercredi. Comment l'expliquer?

Un certain nombre de collectivités n'ont pas signé de Plan mercredi, car leur nouveau projet éducatif de territoire (PEDT) est parfois toujours en cours d'écriture. Or c'est la condition préalable à la signature du plan. Ce n'est pas forcément signe de mauvaise volonté, mais plutôt de difficulté à avoir fait valider un PEDT avant la fin de l'année 2018. Beaucoup de villes souhaitent prendre le temps de la concertation pour inscrire ce projet dans une dynamique collective et partenariale. Les communes font aussi part de la difficulté des services de l'Etat à suivre les renouvellements des PEDT.

Le financement du Plan mercredi est-il à la hauteur des ambitions affichées?

Clairement, les financements sont en deçà des annonces, et ne sont pas facteurs de dynamique. Ils ne participent d'une offre éducative ni en qualité ni en quantité. Il y a donc nécessité d'un projet politique affirmé. De plus, comme certaines villes sont en cours de signature de leur convention territoriale globale avec la caisse d'allocations familiales, cela peut avoir des incidences sur leur contrat «enfance jeunesse» et représenter une somme nulle pour certains territoires.

scolaires, mais cela permet de valoriser nos centres de loisirs et nos équipes, et de reconnaître leur travail de qualité», se console la directrice. A Mantes-la-Jolie (44 000 hab. Yvelines), le calcul est vite fait : au lieu des 480 000 euros de la réforme «Peillon», la ville ne touche plus que 35 000 euros pour le Plan mercredi...

PORTES OUVERTES

Orléans (114 800 hab.) a souhaité enrichir les activités du mercredi avec des ateliers ludo-éducatifs proposés le matin dans une douzaine d'écoles. Ils visent les enfants restant habituellement à la maison et ont été calibrés pour accueillir 1 000 enfants. Ils ont en fait reçu trois fois moins d'inscriptions... «Soit les familles n'en ont pas compris le sens, soit elles trouvent cela trop cher», conclut Florent Montillot, adjoint au maire, chargé de l'éducation. Pour y remédier, des portes ouvertes ont été organisées fin juin et la tarification a été divisée par deux.

Même des villes de plus petite taille testent la formule des ateliers de deux heures pour diversifier les publics, comme Ergué-Gabéric (8 100 hab., Finistère). «Avec notre dispositif "les explorateurs du mercredi", nous avons installé un cycle d'animation de six semaines sur des thématiques originales, pour les enfants qui ne fréquentent pas le centre de loisirs. Durant cette phase expérimentale, nous testons l'intérêt des familles», explique Emmanuelle Regueme, directrice générale des services.

Il reste à faire connaître le dispositif, qui sera reconduit à la rentrée prochaine. «Nous souhaitons capitaliser sur les énergies déployées lors des NAP, mais nous restons très prudents. Nous n'allons pas organiser 25 ateliers qui obligeraient à des recrutements», admet-elle, car, là encore, ces innovations n'entrent pas dans le cadre des financements du Plan mercredi. ▢

La Riche (Indre-et-Loire) 10 400 hab.

Au moins une activité dans l'année grâce au parcours «éducation jeunesse»



WILFRIED SCHWARTZ, maire

C. CHIHOT/LA GAZETTE

En 2017, lorsque le gouvernement a donné la possibilité aux communes de revenir à la semaine de quatre jours, la municipalité de La Riche a promis de respecter le choix des familles. «Les temps d'activités périscolaires ont permis l'accès à la culture, au sport et à la citoyenneté aux enfants de familles en fragilité. Leur suppression nous inquiétait», explique aujourd'hui le maire (DVG), Wilfried Schwartz. L'élus s'engage donc à mettre en place un parcours «éducation jeunesse», «pour éviter que les enfants ne passent leur mercredi devant les écrans».

COURS DE CIRQUE

Une réflexion qui prend corps avant même l'annonce du Plan mercredi. Des ateliers de deux heures sont instaurés le mercredi matin avec trois parcours possibles : culturel et artistique, sport et loisirs, musique. En parallèle, un projet participatif est monté avec les écoles sur le thème du cirque contemporain. Huit classes, du CP au CE2, reçoivent des cours de cirque sur le temps scolaire, par un professeur spécialisé rémunéré par la ville. Un spectacle

est préparé durant deux mois et demi, à raison de neuf séances, et donne lieu à une représentation qui implique 200 élèves. Avec ce parcours, La Riche va plus loin que le Plan mercredi qui, lui, ne concerne que les activités organisées dans le cadre des centres de loisirs.

Tous ces ateliers sont d'ailleurs financés par la ville à hauteur de 78 000 euros, alors que l'aide du Plan mercredi n'atteint que 10 000 euros. «Nous ne pouvions pas nous contenter des 130 enfants qui fréquentent le centre de loisirs. Il nous fallait trouver un moyen de diversifier notre offre pour atteindre plus d'enfants», affirme Wilfried Schwartz. Au total, l'opération a touché 65 % des élèves de la ville. Cet investissement, le maire ne le regrette absolument pas. «C'est un projet très fédérateur, un outil de vivre-ensemble dans la commune», insiste-t-il. Derrière tout cela, l'objectif n'est pas d'offrir pléthore d'ateliers toute l'année, «mais au moins une activité dans l'année à tous les enfants», relativise l'élus.

Contact

Wilfried Schwartz, 02.47.36.24.24.

L'abandon de la réforme des rythmes, coup dur pour le secteur de l'animation

Les animateurs des temps périscolaires ont fait les frais du retour à la semaine de quatre jours, malgré le Plan mercredi qui assouplit encore les taux d'encadrement.

Durant les quatre années de mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires, l'une des principales difficultés dénoncées par les maires a été le recrutement du personnel. En 2016, plus de 60% des élus interrogés par l'Association des maires de France se plaignaient encore de cet écueil. Sans surprise, avec 87% des communes revenues à la semaine de quatre jours en 2018, le nombre de places ouvertes en accueil de loisirs sans hébergement a diminué de 517 000 entre les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018, soit 17% de moins (*), qui n'ont pas été compensées par

celles ouvertes le mercredi. Les animateurs recrutés pour assurer les temps d'activités périscolaires ont donc fait les frais de ce revirement politique. Dans l'avis rendu par le Conseil économique, social et environnemental le 28 mai 2019 (lire p.38), Eric Favey, président de la Ligue de l'enseignement, dénonce «un plan social silencieux dont personne ne parle» d'autant plus dommageable qu'il concerne «des jeunes et des femmes qui avaient parfois trouvé là l'occasion de rebondir en termes d'emploi sur de l'accompagnement éducatif».

CONTRADICTION

«Avec le retour à la semaine de quatre jours, nous avons dû arrêter trois contrats d'animateurs en CDD», témoigne Elise Montier, directrice du service «enfance jeunesse» de la CC des hauts du Perche. L'arrivée du Plan mercredi

Casse-tête

Le taux d'encadrement des activités du mercredi varie en fonction de trois paramètres : selon qu'elles sont ou non organisées dans le cadre d'un projet éducatif de territoire (PEDT), selon leur durée (jusqu'à cinq heures consécutives ou au-delà), et selon l'âge des enfants (moins de 6 ans ou 6 ans et plus). Le SEP-Unsa dénonce «la complexité des taux» qui risque d'augmenter les erreurs pour le calcul des équipes.

n'a pas arrangé les choses. Comme le dénonçait le syndicat SEP-Unsa en juin 2018, il s'accompagne d'un assouplissement des taux d'encadrement le mercredi, requalifié comme un temps périscolaire dans le cadre d'un PEDT. «Signer un PEDT est intéressant, confirme ainsi Anny Ozanne, directrice générale adjointe [DGA], chargée de la vie scolaire à Mantes-la-Jolie. Cela nous permet de baisser les taux d'encadrement et de faire l'économie de certains personnels vacataires.» Pour la DGA, la qualité des activités est compatible avec la baisse des taux d'encadrement, «grâce à un travail transversal avec des animateurs spécialisés». Les syndicats, eux, dénoncent un cadre juridique en totale contradiction avec «l'ambition éducative» affichée par le gouvernement.■

(*) Source : DJEPVA, base de données Siam, traitement INJEP-MEOS.

CE QU'ILS EN PENSENT

«Il faut aller plus loin et renforcer les espaces dédiés à la coordination»



MARIE BAGGIO,
cosecraire générale
«conventions collectives
de l'animation»
au syndicat SEP-Unsa

«Même si le Plan mercredi n'est pas à la hauteur de la réforme des rythmes, on ne peut en avoir une approche critique trop tranchée. Son intérêt est de mettre en place une politique éducative qui se veut rassembleuse. Mais sur une période – le mercredi – essentiellement occupée par les acteurs des loisirs et du sport, sans temps conjoints avec les intervenants scolaires. Il faut maintenant aller plus loin pour les faire se rencontrer, et renforcer les espaces dédiés à la coordination.

Depuis 2013, l'animation est devenue

un sujet réellement important, pensé dans le cadre du parcours de l'enfant et non plus de l'élève. Les réformes successives ont le mérite de pointer la nécessité d'aller vers plus de professionnalisation et de sécurisation des parcours professionnels.»

«Nous avons constaté une habitude des familles aux activités socio-éducatives»



DAVID CLUZEAU,
délégué général
du Conseil national
des employeurs
d'avenir (CNEA)

«Le retour à la semaine de quatre jours a fait baisser les effectifs salariés de la branche d'au moins 10%. On estime que 15 000 personnes ont été concernées. Mais c'est finalement plus contenu que prévu grâce au Plan mercredi, même s'il n'a pas aussi bien pris que ce qu'il aurait dû. Nous avons, par ailleurs, constaté une habitude des enfants et des familles aux activités socio-éducatives. Les maires ont donc continué à rendre ce service nécessaire aux habitants.

Mais il y a ceux qui ont les moyens de maintenir un taux d'encadrement élevé pour la qualité des activités proposées, et ceux qui subissent d'importantes contraintes économiques et appliquent les taux planchers. Ils comptent alors sur le PEDT pour garantir la qualité éducative des accueils de loisirs.»

Cités éducatives : un projet XXL dans les zones de la politique de la ville

Nées d'une expérimentation à Grigny, dans l'Essonne, les cités éducatives vont essaimer en septembre dans les quartiers prioritaires, désireux de faire de l'éducation une priorité partagée par tous les acteurs du territoire.

L'ambition des cités éducatives est de fédérer tous les acteurs des quartiers prioritaires de la politique de la ville afin d'en faire des lieux de réussite républicaine. Il s'agit de «créer un écosystème favorable autour du collège afin d'offrir aux élèves une éducation de qualité pendant le temps scolaire et périscolaire», stipule le gouvernement. En mai 2019, 80 territoires cibles ont été sélectionnés. Les collectivités devaient remettre leur copie fin juin et sauront prochainement si elles ont été labellisées «Cités éducatives». A la clé, 100 millions d'euros seront dégagés par l'Etat pour soutenir les villes labellisées durant trois ans.

TÉMOIGNAGE



LUDOVIC DANDINE, coordinateur de l'académie des sports à Grigny

«L'académie est aussi un sas pour les parents qui n'ont pas les moyens»

«Une académie des sports a été lancée en 2017 afin de proposer gratuitement des activités aux enfants qui n'en pratiquent aucune, avec l'idée sous-jacente de développer le sport féminin. Nos sections de foot et de handball sont ainsi exclusivement féminines. Cette année, nous avons 435 enfants de 6 à 11 ans inscrits, dont 56 % de filles ! Dans nos quartiers, à la puberté, cela devient compliqué pour les filles de faire du sport. Mais si elles pratiquent déjà une activité depuis quatre ou cinq ans, à l'adolescence, il sera plus difficile pour les parents de s'y opposer.

L'académie est aussi un sas pour les parents qui n'ont pas les moyens de payer une cotisation aux clubs ou associations sportives. Bien souvent, ils ne connaissent pas leurs droits. Nous les aidons à les faire valoir auprès de la CAF, pour une prise en charge de l'essentiel des frais.»

CULTURE, SCIENCE, SPORT

C'est à Grigny (29000 hab.), dans l'Essonne, que cette idée a germé en 2017, au cœur des quartiers prioritaires de la Grande Borne et de Grigny 2. «Ici, 25 % d'une classe d'âge obtient le bac, contre 80 % au niveau national. La réponse apportée devait être plurielle. Tous les acteurs du territoire, Education nationale, éducation populaire, structure d'accueil de la petite enfance, CAF, familles... ont construit une méthode collective qui doit tenir sur la durée», illustre Sébastien Nolesini, DGA, chargé de l'éducation et de la citoyenneté.

En 2016, le rapport de Michel Auboin (*), inspecteur général, préconise de faire de l'éducation un enjeu majeur de l'évolution du territoire. De là naît le «grand projet éducatif», signé en mars 2017, qui préfigure la cité éducative. De fait, la somme des actions mises en œuvre depuis deux ans est

impressionnante: ouverture de onze classes de très petite section en maternelle, dédoublement de toutes les classes de CP et de CE1, mise en place d'un suivi personnalisé des collégiens admis au lycée, en passant par la création d'une académie des sports permettant à 530 enfants de 6 à 14 ans de pratiquer douze disciplines, gratuitement, une à deux fois par semaine, sans oublier l'apprentissage de la musique, en lien avec le conservatoire, et le repérage des décrocheurs pour les coacher vers l'emploi. «La labellisation devrait permettre de mieux structurer ce grand projet grâce à un pilotage dédié et à une évaluation de l'efficacité du programme», insiste Sébastien Nolesini.

Mantes-la-Jolie a également postulé pour ce label. «Cela n'efface pas l'existant, mais permet de tra-

Borloo, repêché

Jean-Louis Borloo, ancien ministre sous Jacques Chirac, puis Nicolas Sarkozy, et soutien du candidat Emmanuel Macron, se voit confier, en novembre 2017, l'élaboration d'un «plan de bataille» pour la politique de la ville. Il fait des cités éducatives un chapitre de son rapport «Vivre ensemble, vivre en grand», rendu au président de la République en avril 2018. Ce sera le seul qu'Emmanuel Macron reprendra parmi les mesures pour la banlieue.

vailler en plus grande transversalité», soutient Anny Ozanne, DGA, chargée de la vie scolaire, qui se réjouit qu'un principal de collège en soit le référent. Pour elle, le projet éducatif de territoire est l'un des éléments les plus importants du dispositif. Renouvelé en 2018, dans le cadre du Plan mercredi, «il est plus performant, moins administratif et pousse davantage vers la culture, la science ou le sport», insiste la DGA.

Surtout, elle espère que les familles réalisent que ces actions «sont mises en place afin de développer l'intérêt des enfants, leur sens critique, et pas seulement pour les distraire». Une condition sine qua non pour qu'ils puissent pleinement en profiter.■

(*) «Rapport sur l'évaluation et l'orientation des politiques publiques mises en œuvre à Grigny», juillet 2016. A lire sur : bit.ly/2xVnYDQ

CHRISTIAN CHEVALIER

«Les communes ne doivent pas avoir peur du mot “populaire”!»

Christian Chevalier, corapporteur de l'avis du Conseil économique, social et environnemental sur l'éducation populaire adopté en mai 2019, insiste sur sa modernité et préconise sa valorisation dans les politiques publiques.

➤ Pourquoi avoir produit un avis maintenant sur l'éducation populaire?

Nous nous sommes rendu compte que ce sujet n'avait jamais été traité par le Conseil économique, social et environnemental. Or quand on regarde la composition des membres de la commission «éducation et culture», ils sont tous passés par l'éducation populaire! C'est assez symptomatique. L'éducation populaire est omniprésente sur tous les territoires et dans la vie sociale de notre pays. Si ces structures devaient disparaître, on déplorerait un immense vide en termes d'accompagnement et de lien social, de santé, de culture, d'éducation à la citoyenneté... Malgré tout, elle reste sous les radars, y compris celui des politiques publiques. Avec l'affaire des «gilets jaunes», cet avis s'inscrit dans l'actualité. Finalement, l'éducation populaire montre sa grande modernité, puisqu'elle est bâtie sur de la participation, de la bienveillance, de l'accompagnement et sur une vraie proximité avec les territoires!

Les collectivités en font-elles assez en matière éducative?

Les collectivités territoriales sont le pivot entre l'Education nationale et l'éducation populaire. Elles ont à la fois la responsabilité de faire fonctionner l'école – avec des locaux, des moyens, du personnel en maternelle –, mais aussi de proposer des activités avant et après l'école, à la demande des familles. Là où c'est compliqué, c'est qu'il y a autant d'activités que de collectivités. Selon leurs moyens et

leur orientation politique, elles se sont, ou pas, emparées du sujet. C'était tout l'intérêt de la réforme «Peillon» que de mettre les quatre acteurs que sont les familles, l'éducation populaire, les collectivités et l'Education nationale en synergie, à travers un projet éducatif de territoire (PEDT) qui a du sens.



«Si l'éducation populaire devait disparaître, on déplorerait un immense vide en termes de lien social, d'éducation à la citoyenneté, de santé...»

Dans votre avis, vous préconisez justement un plan de relance des PEDT...

Il faut faire exister le PEDT là où il ne vit pas. Ce n'est pas parce que l'on revient à la semaine de quatre jours que le PEDT est mort. Réfléchissons à ce que sont les temps scolaire et péri-éducatif! Le PEDT est un outil de développement du territoire. Il doit être pensé en termes d'offre de qualité. Et c'est aussi un créateur d'emploi.

Il faut que les collectivités territoriales reconnaissent véritablement les associations d'éducation populaire, au-delà des questions financières. Cela peut passer par une délégation territoriale «vie associative et éducation populaire». Les communes ne doivent pas avoir peur du mot «populaire». C'est un terme qui a été mis à distance, or les choses n'existent que si vous les nommez. Sinon, elles tendent à disparaître...»

À LIRE

Réhabiliter l'éducation populaire

C'est la première fois que le Conseil économique, social et environnemental (Cese) se penche sur l'éducation populaire. Invisible, elle joue pourtant un rôle majeur pour contribuer à réconcilier la société. Dans son avis du 28 mai 2019, il préconise d'investir dans les politiques publiques d'éducation populaire, sans oublier de reconnaître et de former les différents acteurs du secteur. Une question brûlante dans le contexte des «gilets jaunes».

«L'éducation populaire, une exigence du XXI^e siècle», avis de Jean-Karl Deschamps et de Christian Chevalier, adopté par le Cese le 28 mai 2019.

A consulter sur: bit.ly/30XLJlf

En attendant une réelle évaluation du Plan mercredi

L'avis du conseil d'orientation des politiques jeunesse (COJ) sur le Plan mercredi, adopté en juillet, ne donne guère d'indications sur la mise en place du plan, faute de moyens pour l'évaluer auprès des collectivités. Il incite, en revanche, à renforcer la formation et les parcours professionnels des animateurs, tout en créant des passerelles entre les différentes fonctions éducatives.

«Plan mercredi», avis de la commission «éducation populaire» du COJ, adopté le 9 juillet 2019. A lire sur: bit.ly/2Z4Zowr

SUR LE WEB

Quelles sont les cités éducatives?

La liste des villes labellisées «Cités éducatives» sera connue prochainement. Les lauréats auront jusqu'au mois de décembre pour élaborer leurs projets, en vue d'une contractualisation qui courra de 2020 à 2022.

A suivre sur: bit.ly/2KLEr4Q



la Gazette.fr

Pour aller plus loin

Temps périscolaires : les communes peu convaincues par le Plan mercredi
www.lagazette.fr/594475

Financement du Plan mercredi : il n'y en aura pas pour tout le monde
www.lagazette.fr/581001